

Huitième Protocole additionnel
à la Constitution de l'Union postale universelle

Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle

Table des matières

Article

I. (art. 1 bis modifié)	Définitions
II. (art. 4 modifié)	Relations exceptionnelles
III. (art. 8 modifié)	Unions restreintes. Arrangements spéciaux
IV. (art. 11 modifié)	Adhésion ou admission à l'Union. Procédure
V. (art. 22 modifié)	Actes de l'Union
VI. (art. 25 modifié)	Signature, authentification, ratification et autres modes d'appro- bation des Actes de l'Union
VII. (art. 29 modifié)	Présentation des propositions
VIII. (art. 32 modifié)	Arbitrages
IX.	Adhésion au Protocole additionnel et aux autres Actes de l'Union
X.	Mise à exécution et durée du protocole additionnel à la Consti- tution de l'Union postale universelle

Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle

Les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union postale universelle réunis en Congrès à Genève, vu l'article 30.2 de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont adopté, sous réserve de ratification, les modifications suivantes à ladite Constitution.

Article I (Article 1bis modifié) Définitions

1. Aux fins des Actes de l'Union postale universelle, les termes ci-après sont définis comme suit:
 - 1.1 Service postal: ensemble des prestations postales dont l'étendue est déterminée par les organes de l'Union. Les principales obligations s'attachant à ces prestations consistent à répondre à certains objectifs sociaux et économiques des Pays-membres, en assurant la collecte, le tri, la transmission et la distribution des envois postaux.
 - 1.2 Pays-membre: pays qui remplit les conditions énoncées à l'article 2 de la Constitution.
 - 1.3 Territoire postal unique (un seul et même territoire postal): obligation pour les parties contractantes des Actes de l'UPU d'assurer, selon le principe de réciprocité, l'échange des envois de la poste aux lettres dans le respect de la liberté de transit et de traiter indistinctement les envois postaux provenant des autres territoires et transitant par leur pays comme leurs propres envois postaux.
 - 1.4 Liberté de transit: principe selon lequel **un Pays-membre** intermédiaire est **tenu de garantir le transport des** envois postaux qui lui sont remis en transit **à destination d'un autre Pays-membre**, en réservant à ce courrier le même traitement que celui appliqué aux envois du régime intérieur.
 - 1.5 Envoi de la poste aux lettres: envois décrits dans la Convention.
 - 1.6 Service postal international: opérations ou prestations postales réglementées par les Actes. Ensemble de ces opérations ou prestations.
 - 1.7 **Opérateur désigné: toute entité gouvernementale ou non gouvernementale désignée officiellement par le Pays-membre pour assurer l'exploitation des services postaux et remplir les obligations y relatives découlant des Actes de l'Union sur son territoire.**
 - 1.8 **Réserve: une réserve est une disposition dérogatoire par laquelle un Pays-membre vise à exclure ou à modifier l'effet juridique d'une clause d'un Acte, autre que la Constitution et le Règlement général, dans son application à ce Pays-membre. Toute réserve doit être compatible avec l'objet et le but de l'Union tels que définis**

dans le préambule et l'article premier de la Constitution. Elle doit être dûment motivée et approuvée par la majorité requise pour l'approbation de l'Acte concerné et insérée dans son Protocole final.

Article II

(Article 4 modifié)

Relations exceptionnelles

Les **Pays-membres dont les opérateurs désignés** desservent des territoires non compris dans l'Union sont **tenus** d'être les intermédiaires des autres **Pays-membres**. Les dispositions de la Convention et de ses Règlements sont applicables à ces relations exceptionnelles.

Article III

(Article 8 modifié)

Unions restreintes. Arrangements spéciaux

1. Les Pays-membres, ou leurs **opérateurs désignés** si la législation de ces **Pays-membres** ne s'y oppose pas, peuvent établir des Unions restreintes et prendre des arrangements spéciaux concernant le service postal international, à la condition toutefois de ne pas y introduire des dispositions moins favorables pour le public que celles qui sont prévues par les Actes auxquels les Pays-membres intéressés sont parties.

2. Les Unions restreintes peuvent envoyer des observateurs aux Congrès, Conférences et réunions de l'Union, au Conseil d'administration ainsi qu'au Conseil d'exploitation postale.

3. L'Union peut envoyer des observateurs aux Congrès, Conférences et réunions des Unions restreintes.

Article IV

(Article 11 modifié)

Adhésion ou admission à l'Union. Procédure

1. Tout membre de l'Organisation des Nations Unies peut adhérer à l'Union.

2. Tout pays souverain non membre de l'Organisation des Nations Unies peut demander son admission en qualité de Pays-membre de l'Union.

3. L'adhésion ou la demande d'admission à l'Union doit comporter une déclaration formelle d'adhésion à la Constitution et aux Actes obligatoires de l'Union. Elle est adressée par le Gouvernement du pays intéressé au Directeur général du Bureau international, qui, selon le cas, notifie l'adhésion ou consulte les Pays-membres sur la demande d'admission.

4. Le pays non membre de l'Organisation des Nations Unies est considéré comme admis en qualité de Pays-membre si sa demande est approuvée par les deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union. Les Pays-membres qui n'ont pas répondu dans le délai de quatre mois **à compter de la date de la consultation** sont considérés comme s'abstenant.

5. L'adhésion ou l'admission en qualité de membre est notifiée par le Directeur général du Bureau international aux Gouvernements des Pays-membres. Elle prend effet à partir de la date de cette notification.

Article V
(Article 22 modifié)
Actes de l'Union

1. La Constitution est l'Acte fondamental de l'Union. Elle contient les règles organiques de l'Union et ne peut pas faire l'objet de réserves.
2. Le Règlement général comporte les dispositions assurant l'application de la Constitution et le fonctionnement de l'Union. Il est obligatoire pour tous les Pays-membres et ne peut pas faire l'objet de réserves.
3. La Convention postale universelle, le Règlement de la poste aux lettres et le Règlement concernant les colis postaux comportent les règles communes applicables au service postal international ainsi que les dispositions concernant les services de la poste aux lettres et des colis postaux. Ces Actes sont obligatoires pour tous les Pays-membres. **Les Pays-membres veillent à ce que leurs opérateurs désignés remplissent les obligations découlant de la Convention et de ses Règlements.**
4. Les Arrangements de l'Union et leurs Règlements règlent les services autres que ceux de la poste aux lettres et des colis postaux entre les Pays-membres qui y sont parties. Ils ne sont obligatoires que pour ces **Pays-membres. Les Pays-membres signataires veillent à ce que leurs opérateurs désignés remplissent les obligations découlant des Arrangements et de leurs Règlements.**
5. Les Règlements, qui contiennent les mesures d'application nécessaires à l'exécution de la Convention et des Arrangements, sont arrêtés par le Conseil d'exploitation postale, compte tenu des décisions prises par le Congrès.
6. Les Protocoles finals éventuels annexés aux Actes de l'Union visés sous 3 à 5 contiennent les réserves à ces Actes.

Article VI
(Article 25 modifié)
Signature, authentification, ratification et autres modes d'approbation des Actes de l'Union

1. Les Actes de l'Union issus du Congrès sont signés par les plénipotentiaires des Pays-membres.
2. Les Règlements sont authentifiés par le Président et le Secrétaire général du Conseil d'exploitation postale.
3. La Constitution est ratifiée aussitôt que possible par les pays signataires.
4. L'approbation des Actes de l'Union autres que la Constitution est régie par les règles constitutionnelles de chaque pays signataire.
5. Lorsqu'un **Pays-membre** ne ratifie pas la Constitution ou n'approuve pas les autres Actes signés par lui, la Constitution et les autres Actes n'en sont pas moins valables pour les **Pays-membres** qui les ont ratifiés ou approuvés.

Article VII

(Article 29 modifié)

Présentation des propositions

1. **Tout** Pays-membre a le droit de présenter, soit au Congrès, soit entre deux Congrès, des propositions concernant les Actes de l'Union auxquels **il** est partie.
2. Toutefois, les propositions concernant la Constitution et le Règlement général ne peuvent être soumises qu'au Congrès.
3. En outre, les propositions concernant les Règlements sont soumises directement au Conseil d'exploitation postale, mais elles doivent être transmises au préalable par le Bureau international à **tous les Pays-membres et à tous les opérateurs désignés**.

Article VIII

(Article 32 modifié)

Arbitrages

En cas de différend entre deux ou plusieurs **Pays-membres** relativement à l'interprétation des Actes de l'Union ou de la responsabilité dérivant, pour **un Pays-membre**, de l'application de ces Actes, la question en litige est réglée par jugement arbitral.

Article IX

Adhésion au Protocole additionnel et aux autres Actes de l'Union

1. Les Pays-membres qui n'ont pas signé le présent Protocole peuvent y adhérer en tout temps.
2. Les Pays-membres qui sont parties aux Actes renouvelés par le Congrès mais qui ne les ont pas signés sont tenus d'y adhérer dans le plus bref délai possible.
3. Les instruments d'adhésion relatifs aux cas visés sous 1 et 2 doivent être adressés au Directeur général du Bureau international. Celui-ci notifie ce dépôt aux Gouvernements des Pays-membres.

Article X

Mise à exécution et durée du protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle

Le présent Protocole additionnel sera mis à exécution le **1^{er} janvier 2010** et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres ont dressé le présent Protocole additionnel, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la Constitution, et ils l'ont signé en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Bureau international de l'Union postale universelle.

Fait à **Genève**, le **12 août 2008**.

Voir les signatures ci-après.

POUR
L'ÉTAT ISLAMIQUE D'AFGHANISTAN:

POUR
LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE
DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE:

POUR
LA RÉPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD:

Abeni
Abeni

POUR
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE
D'ALLEMAGNE:

Indo Jilhl

POUR
LA RÉPUBLIQUE D'ALBANIE:

Etleva Filja
Etleva

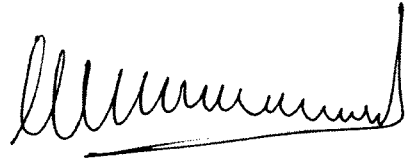
POUR
LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE:

Gerald P. Anderson
Dem M. Delehant

POUR
LA RÉPUBLIQUE D'ANGOLA:

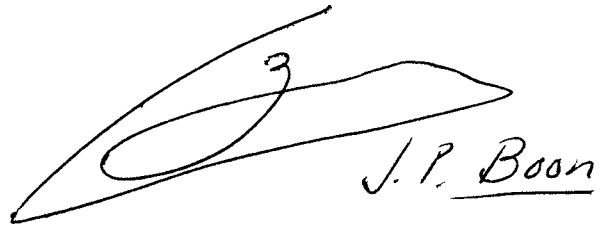


POUR
LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE:



POUR
ANTIGUA-ET-BARBUDA:

POUR
LA RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE:



J. P. Boon



POUR
LE ROYAUME DE L'ARABIE SAOUDITE:

POUR
L'AUSTRALIE:



د. أحمد محمد صالح بن مطر
ب. العويش
عبد العزيز العبيد
عبد الوهاب بن محمد المطر
مفتوح بن محمد الرواحي
Al-Fadhly - Z. Al-Rewaily
ابراهيم بن محمد
محمد عبدالله المصطفى

POUR
LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE:

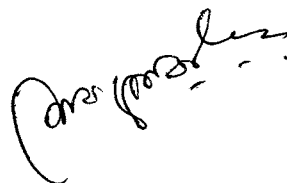



POUR
LE ROYAUME DE BAHRAIN:



POUR
LA RÉPUBLIQUE D'AZERBAÏDJAN:

POUR
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DU BANGLADESH:



POUR
LE COMMONWEALTH DES BAHAMAS:

POUR
LA BARBADE:



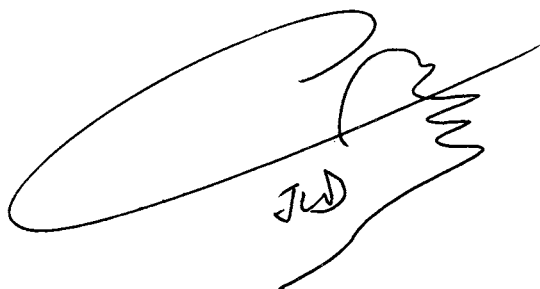
POUR
LA RÉPUBLIQUE DU BÉLARUS:

A handwritten signature in cursive script, appearing to be 'L. Jabb'.

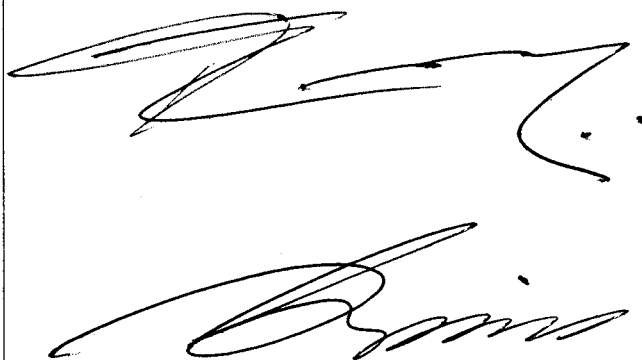
POUR
LA RÉPUBLIQUE DU BÉNIN:

A collection of handwritten signatures in cursive script, including a large signature that appears to be 'Moustapha' and several smaller, less legible signatures.

POUR
LA BELGIQUE:

A handwritten signature in cursive script, with the initials 'JW' written below it.

POUR
LE ROYAUME DE BHOUTAN:

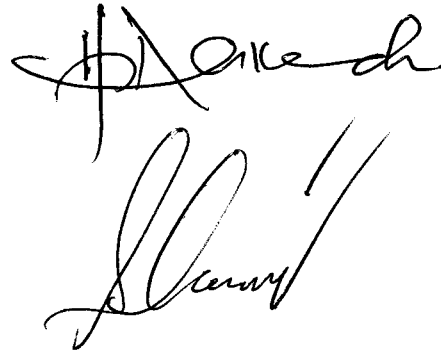
Two handwritten signatures in cursive script, one above the other.

POUR
BELIZE:

POUR
LA RÉPUBLIQUE DE BOLIVIE:

POUR
LA RÉPUBLIQUE
DE BOSNIE-HERZÉGOVINE:

POUR
BRUNEI DARUSSALAM:



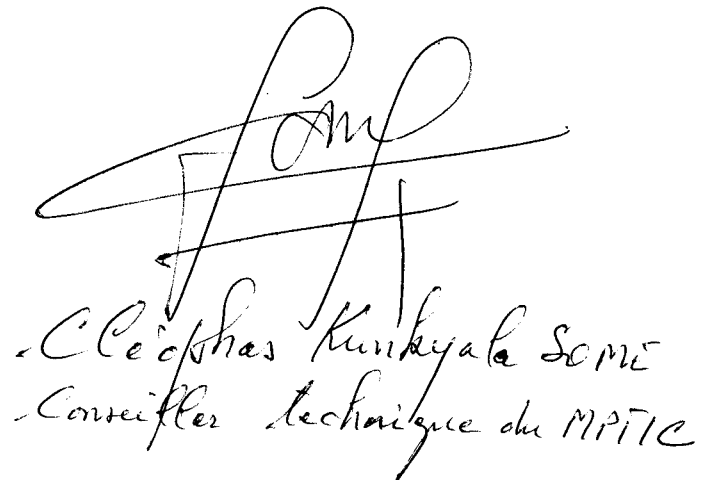
POUR
LA RÉPUBLIQUE DU BOTSWANA:

POUR
LA RÉPUBLIQUE DE BULGARIE:



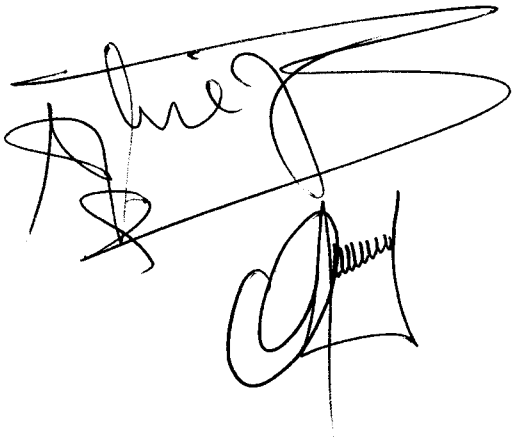
POUR
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE
DU BRÉSIL:

POUR
LE BURKINA FASO:



Cleophas Kunkiyala SOME
Conseiller technique du MPITC

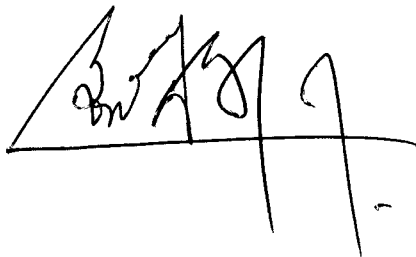
POUR
LA RÉPUBLIQUE DU BURUNDI:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Philippe Ndayishimiye', written over a horizontal line.

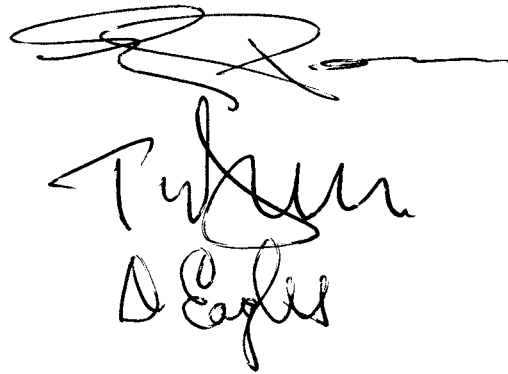
POUR
LE ROYAUME DU CAMBODGE:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Norodom Ranariddh', written in a cursive style.

POUR
LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Paul Biya', written over a horizontal line.

POUR
LE CANADA:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Justin Trudeau', written over a horizontal line.

POUR
LA RÉPUBLIQUE DU CAP-VERT:

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'José Maria Neves', written in a cursive style.

POUR
LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE:

POUR
LE CHILI:

POUR
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE:

2008.8.12

POUR
LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE:

POUR
LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE:

POUR
L'UNION DES COMORES:

IBRAHIM ABDALLAH

POUR
LA RÉPUBLIQUE DU CONGO:

BECKOS .H.L.
OSSONABO
O. MABAI

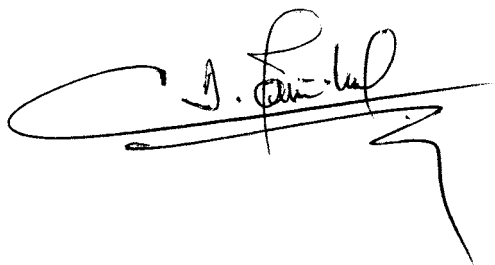
POUR
LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE:

Kwang Sup Ko

POUR
LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA:



POUR
LA RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE:



POUR
LA RÉPUBLIQUE DE CROATIE:



POUR
LA RÉPUBLIQUE DE CUBA:



POUR
LE ROYAUME DE DANEMARK:

Erling Thomsen - Hansen

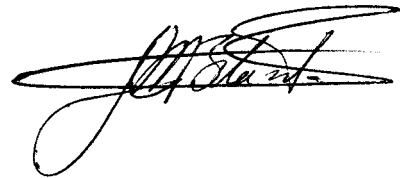
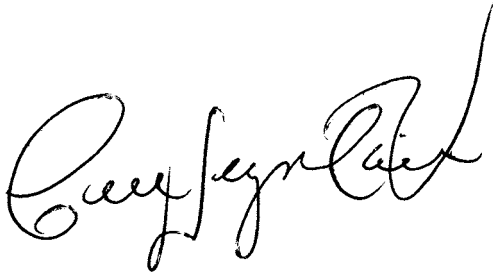
Bente Botwin

POUR
LA RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI:

POUR
LA RÉPUBLIQUE ARABE D'ÉGYPTE:

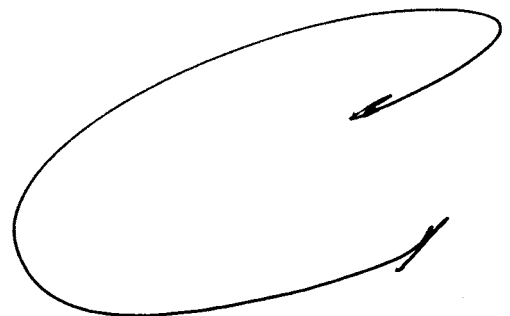
POUR
LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE:

POUR
LA RÉPUBLIQUE DE EL SALVADOR:

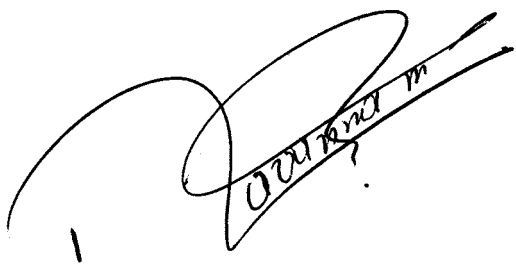


POUR
LE COMMONWEALTH
DE LA DOMINIQUE:

POUR
LES ÉMIRATS ARABES UNIS:

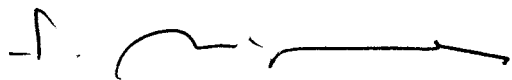


POUR
LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR:

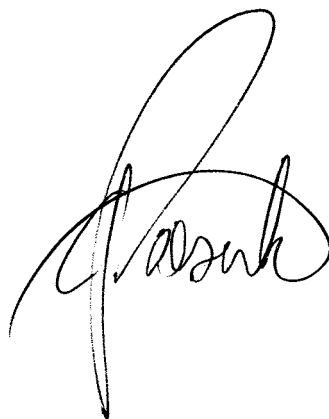
A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized initial 'G' followed by the name 'Gourma' written in a cursive script.

POUR
L'ÉRYTHRÉE:

POUR
L'ESPAGNE:

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized initial 'J' followed by a series of horizontal strokes.



POUR
LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized initial 'K' followed by the name 'Kasuh' written in a cursive script.


POUR
L'ÉTHIOPIE:

POUR
FIDJI:


POUR
LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE:


Jörn Allardt

Anne-Maria Kallies
Romains

POUR
LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE:


JOSYANE COURATIER

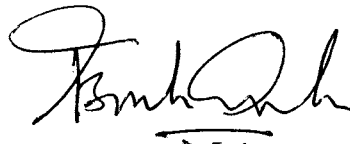
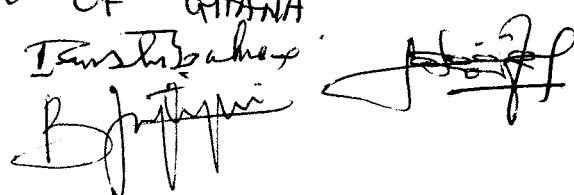
POUR
LA RÉPUBLIQUE GABONAISE:


Ponty BITEVON Bernard.

POUR
LA GAMBIE:

POUR
LA RÉPUBLIQUE DE GÉORGIE:

POUR
LA RÉPUBLIQUE DU GHANA:


KWABENA BATH-DUODU
AMBASSADOR & PERMANENT REPRESENTATIVE OF GHANA

Kwabena Bath-Duodu

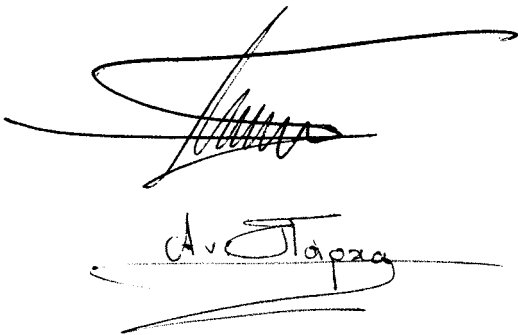
POUR
LE ROYAUME-UNI
DE GRANDE-BRETAGNE ET
D'IRLANDE DU NORD,
ÎLES DE LA MANCHE ET ÎLE DE MAN:

POUR
LA GRENADE:

POUR
LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER
DONT LES RELATIONS INTERNATIONALES
SONT ASSURÉES PAR LE
GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI
DE GRANDE-BRETAGNE
ET D'IRLANDE DU NORD:

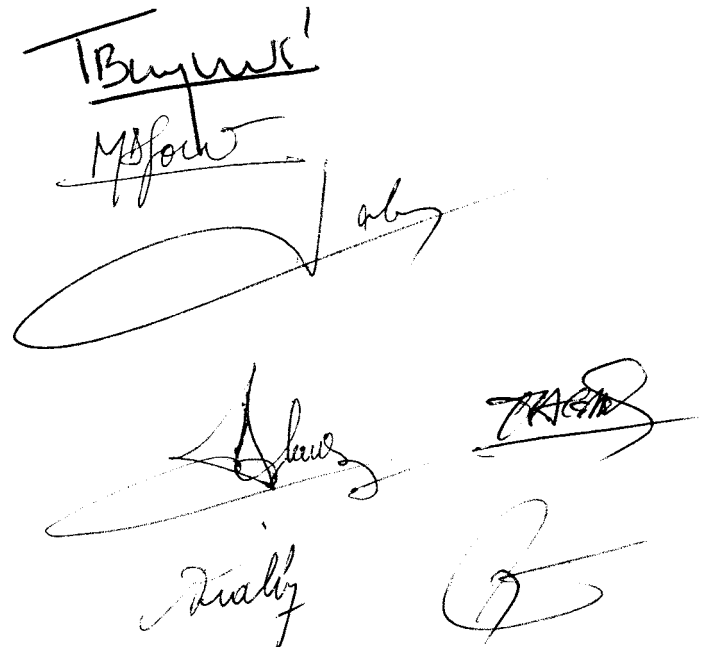
POUR
LA RÉPUBLIQUE DU GUATÉMALA:

POUR
LA GRÈCE:



Handwritten signature of a Greek representative, appearing to be 'A. Tapra'.

POUR
LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE:



Handwritten signatures of Guinean representatives, including 'Beyene', 'M. J. J. J.', and others.

POUR
LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE-BISSAU:

POUR
LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI:

Jean-Claude Pierre

POUR
LA RÉPUBLIQUE
DE GUINÉE ÉQUATORIALE:

~~*[Signature]*~~
[Signature]

POUR
LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS:

POUR
LA GUYANE:

POUR
LA RÉPUBLIQUE DE HONGRIE:

[Signature]

POUR
L'INDE:

Afelwan
12/08/08

POUR
LA RÉPUBLIQUE D'INDONÉSIE:

[Signature]

[Signature]
[Signature]
[Signature]
[Signature]

POUR
LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN:

[Signature]
[Signature]

POUR
LA RÉPUBLIQUE D'IRAQ:

POUR
L'IRLANDE:

[Signature] *[Signature]* *[Signature]*

POUR
LA RÉPUBLIQUE D'ISLANDE:

[Signature]

POUR
ISRAËL:

Yigal Levi

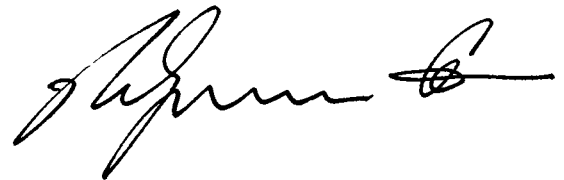
POUR
LA JAMAÏQUE:



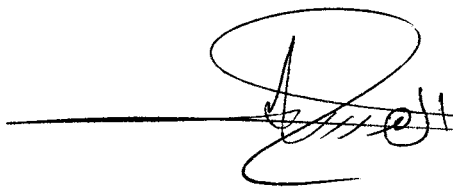
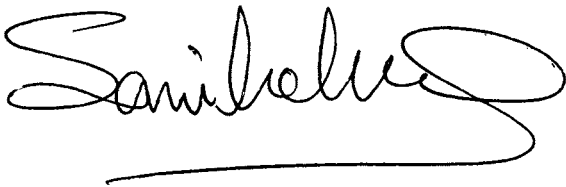
POUR
L'ITALIE:

Mario Fiorentino

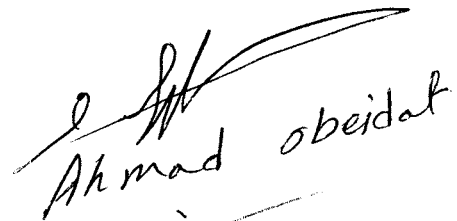
POUR
LE JAPON:



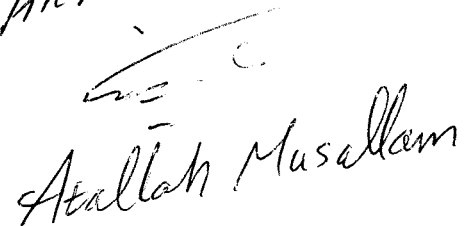
POUR
(AL) JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE
POPULAIRE SOCIALISTE:



POUR
LE ROYAUME HACHÉMITE
DE JORDANIE:



Ahmad obeidat



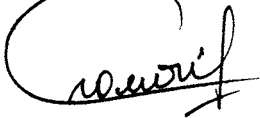
Atallah Musallam

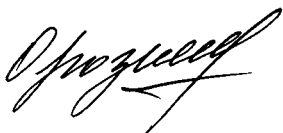

POUR
LA RÉPUBLIQUE DU KAZAKHSTAN:



POUR
LA RÉPUBLIQUE DE KENYA:

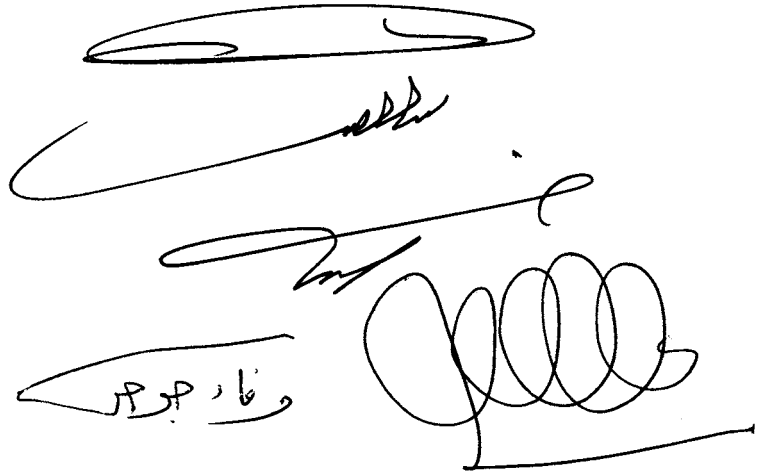
POUR
LA RÉPUBLIQUE DU KIRGHIZISTAN:

H. 



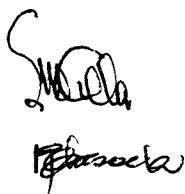
POUR
LA RÉPUBLIQUE DE KIRIBATI:

POUR
LE KUWAIT:



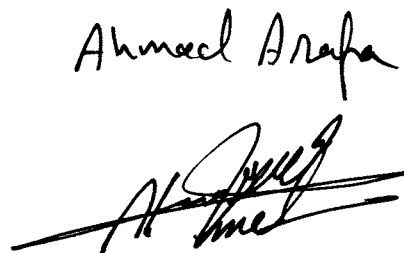
POUR
LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
POPULAIRE LAO:

POUR
LE ROYAUME DU LESOTHO:

Handwritten signature in black ink, appearing to be a stylized name with a large initial 'S'.

POUR
LA RÉPUBLIQUE LIBANAISE:

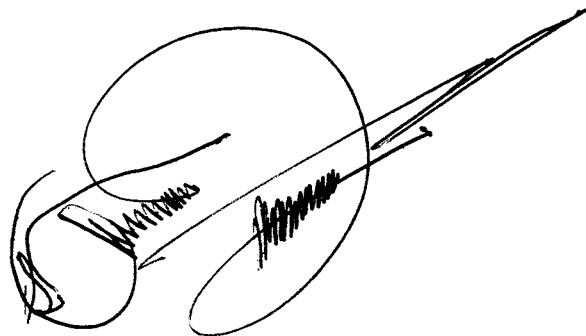
Ahmed Arafat

Handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'A' followed by 'rafat'.

POUR
LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE:


Handwritten signature in black ink, featuring a large, sweeping arch over the letters 'in'.

POUR
LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA:

Handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized 'L' with a circular flourish and a long, sweeping tail.

POUR
L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE
DE MACÉDOINE:

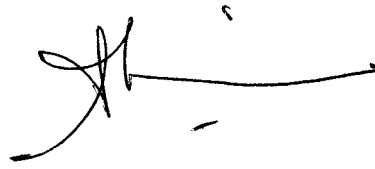
POUR
LA PRINCIPAUTÉ DE LIECHTENSTEIN:

Handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized 'S' followed by 't' and 'er'.

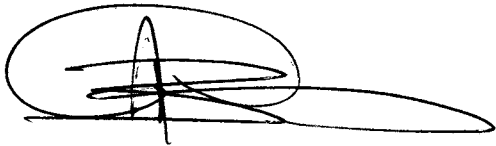
POUR
LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE:



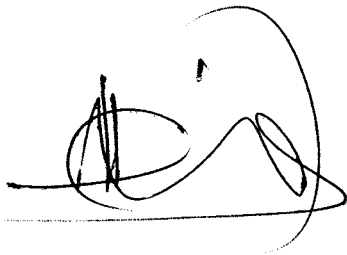
POUR
LA MALAISIE:



POUR
LE LUXEMBOURG:



POUR
LE MALAWI:



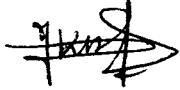
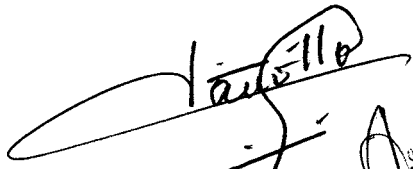
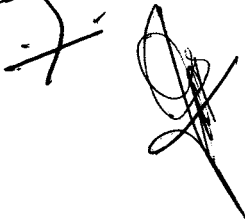
POUR
LA RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR:




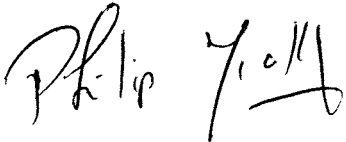



POUR
LA RÉPUBLIQUE DES MALDIVES:





POUR
LA RÉPUBLIQUE DU MALI:

POUR
MALTE:

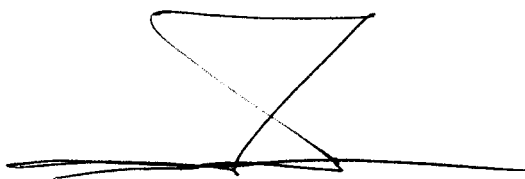

POUR
LE ROYAUME DU MAROC:

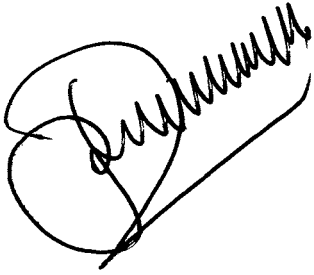
POUR
MAURICE:

POUR
LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE
DE MAURITANIE:

POUR
LES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE:

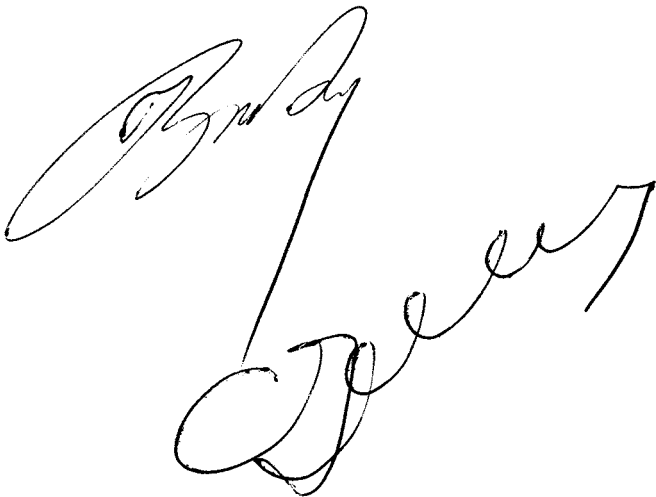
POUR
LA RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA:



POUR
LA PRINCIPAUTÉ DE MONACO:



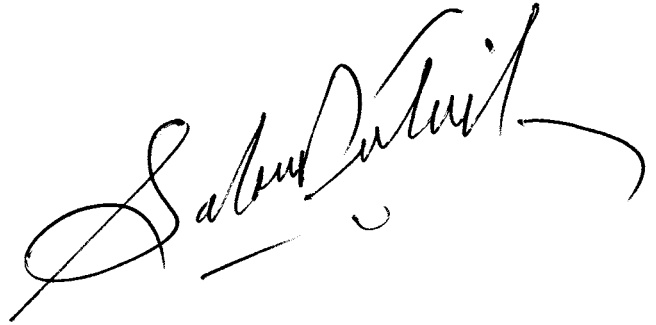
POUR
LA MONGOLIE:



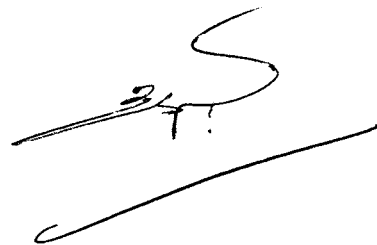
POUR
LA RÉPUBLIQUE
DU MONTÉNÉGR:



POUR
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DU MOZAMBIQUE:

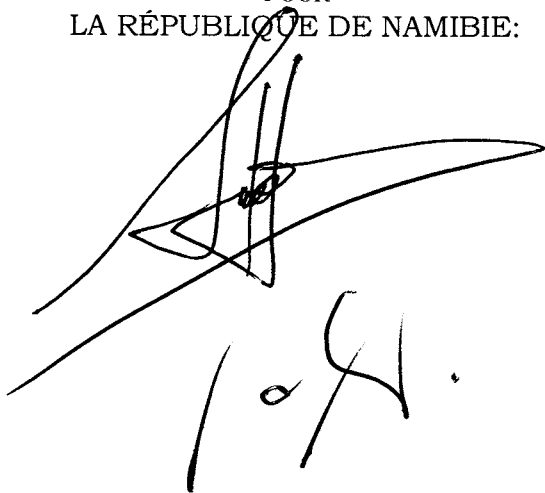


POUR
L'UNION DE MYANMAR:



MR. TUN WAI

POUR
LA RÉPUBLIQUE DE NAMIBIE:

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and lines, positioned below the text for Namibia.

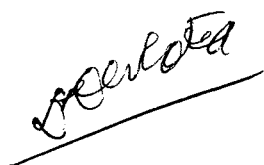
POUR
LA RÉPUBLIQUE DU NICARAGUA:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, circular loop that encloses the rest of the signature, positioned below the text for Nicaragua.

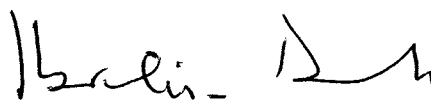
POUR
LA RÉPUBLIQUE DE NAURU:

POUR
LA RÉPUBLIQUE DU NIGER:

POUR
LE NÉPAL:

A handwritten signature in black ink, written in a cursive style and underlined, positioned below the text for Nepal.

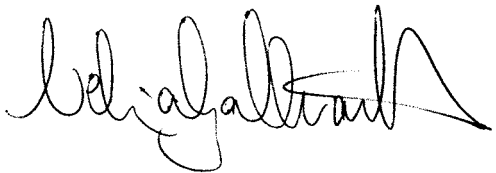
POUR
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE
DU NIGÉRIA:

A handwritten signature in black ink, consisting of a few distinct strokes, positioned below the text for Nigeria.

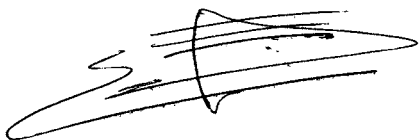
POUR
LA NORVÈGE:



POUR
LA NOUVELLE-ZÉLANDE:



POUR
LE SULTANAT D'OMAN:

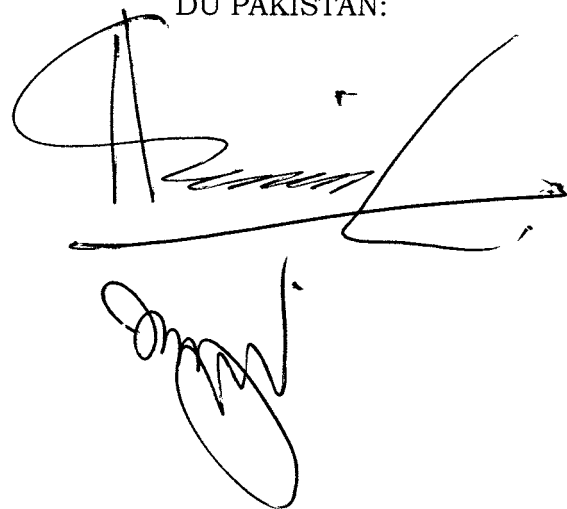


POUR
LA RÉPUBLIQUE DE L'UGANDA:

POUR
LA RÉPUBLIQUE D'OUZBÉKISTAN:



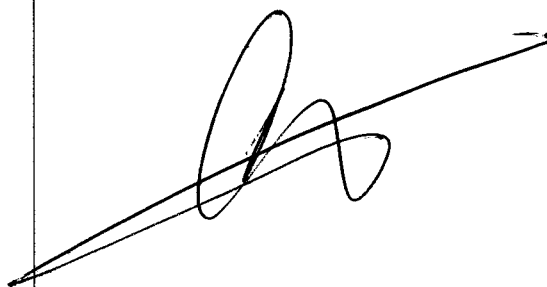
POUR
LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE
DU PAKISTAN:



POUR
LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA:

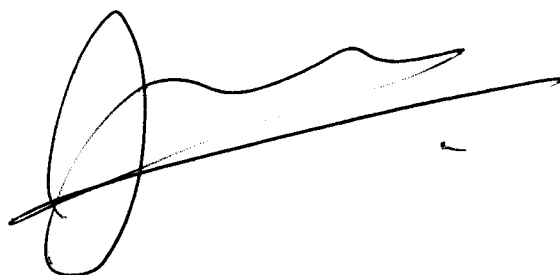
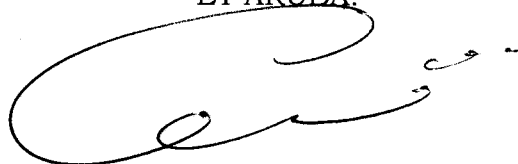


POUR
LES PAYS-BAS:

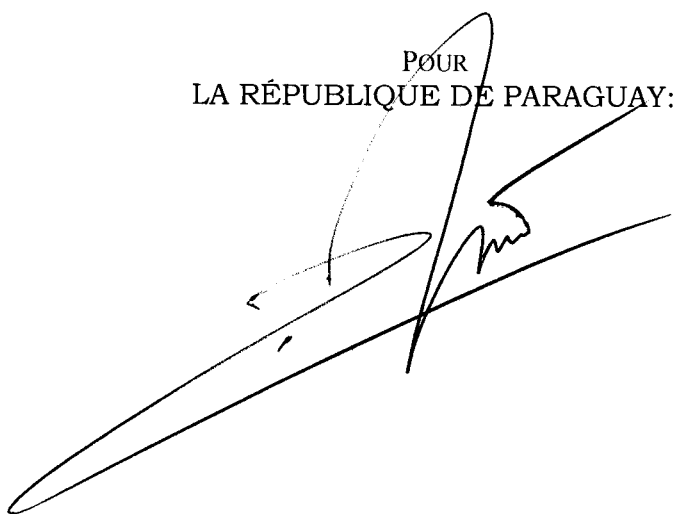


POUR
LA PAPOUASIE - NOUVELLE-GUINÉE:

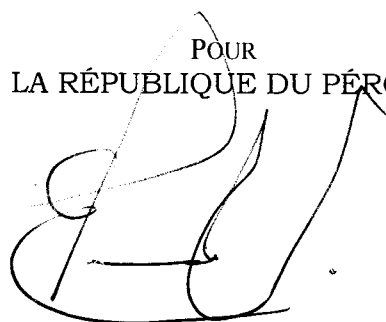
POUR
LES ANTILLES NÉERLANDAISES
ET ARUBA:



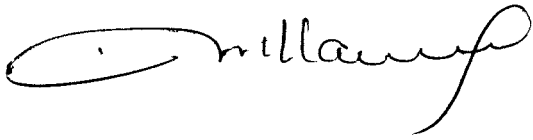
POUR
LA RÉPUBLIQUE DE PARAGUAY:



POUR
LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU:



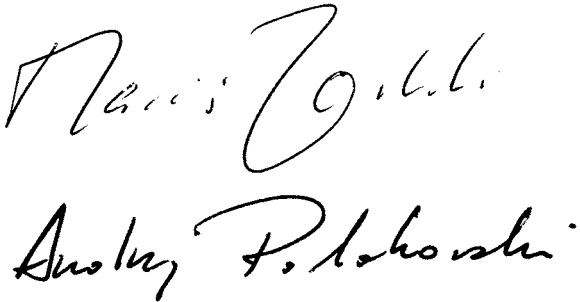
POUR
LA RÉPUBLIQUE DES PHILIPPINES:



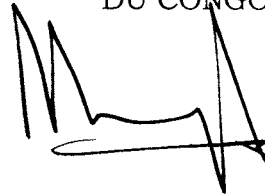
POUR
L'ÉTAT DE QATAR:



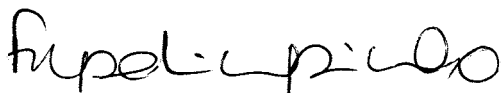
POUR
LA POLOGNE:



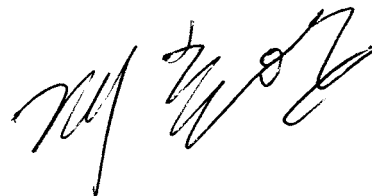
POUR
LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU CONGO:



POUR
LE PORTUGAL:



POUR
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DÉMOCRATIQUE DE CORÉE:



POUR
LA ROUMANIE:



POUR
LA FÉDÉRATION DE RUSSIE:



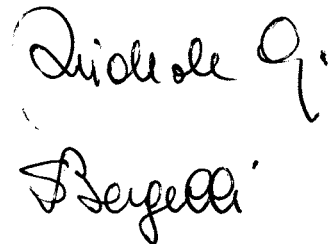
POUR
LA RÉPUBLIQUE RWANDAISE:



POUR
SAINT-CHRISTOPHE
(SAINT-KITTS)-ET-NEVIS:

POUR
SAINTE-LUCIE:

POUR
LA RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN:

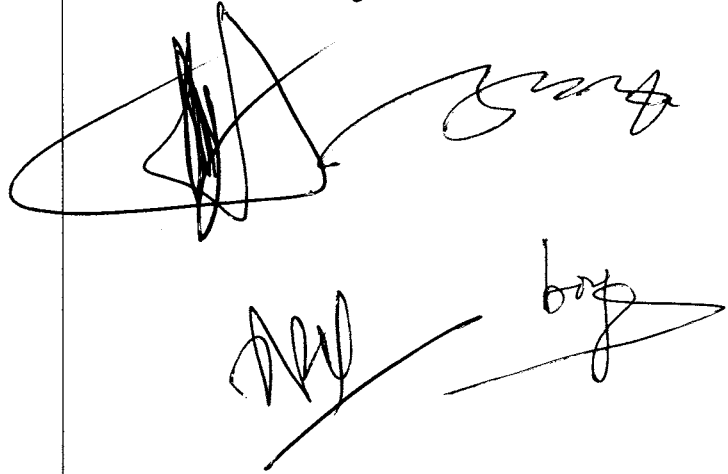


POUR
SAINT-VINCENT-ET-GRENADINES:

POUR
LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DE SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE:

POUR
LES ÎLES SALOMON:

POUR
LA RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL:

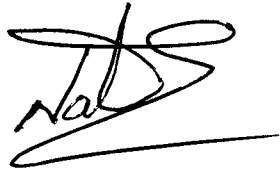
A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

POUR
L'ÉTAT INDÉPENDANT DE SAMOA:

POUR
LA RÉPUBLIQUE DE SERBIE:

A handwritten signature in black ink, featuring a large, sweeping 'S' shape followed by a horizontal line and a small flourish.

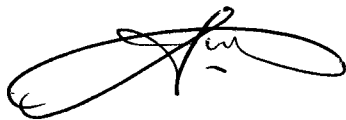
POUR
LA RÉPUBLIQUE DES SEYCHELLES:



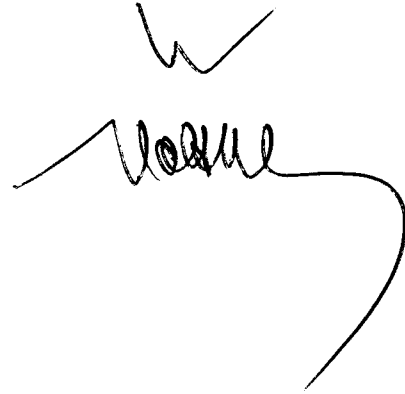
POUR
LA RÉPUBLIQUE DE SIERRA LEONE:



POUR
LA RÉPUBLIQUE DE SINGAPOUR:



POUR
LA RÉPUBLIQUE SLOVAQUE:



POUR
LA RÉPUBLIQUE DE SLOVÉNIE:



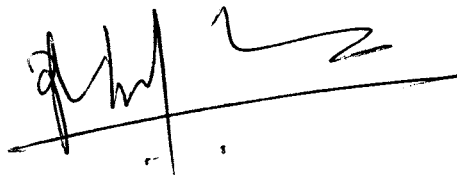
POUR
LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DE SOMALIE:

POUR
LA RÉPUBLIQUE DU SOUDAN:

POUR
LA CONFÉDÉRATION SUISSE:



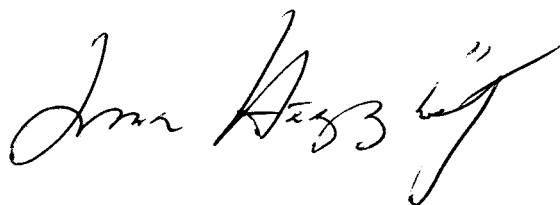
POUR
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
DÉMOCRATIQUE DE SRI LANKA:



POUR
LA RÉPUBLIQUE DU SURINAME:



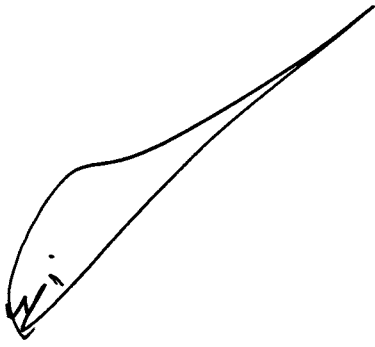
POUR
LA SUÈDE:



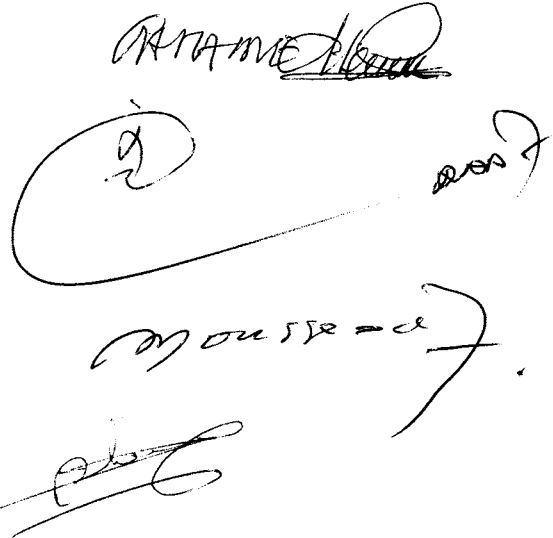
POUR
LE ROYAUME DU SWAZILAND:



POUR
LA RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE:

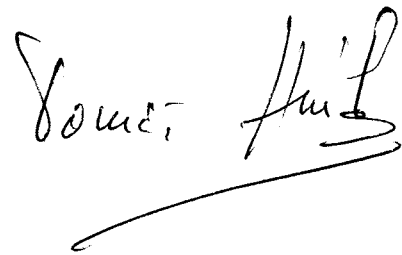


POUR
LA RÉPUBLIQUE DU TCHAD:

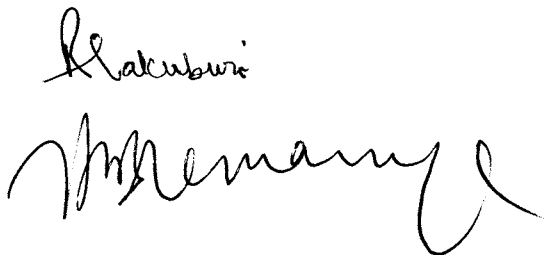


POUR
LA RÉPUBLIQUE DU TADJIKISTAN:

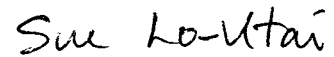
POUR
LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE:



POUR
LA RÉPUBLIQUE UNIE DE TANZANIE:



POUR
LA THAÏLANDE:

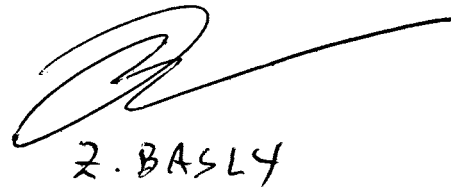
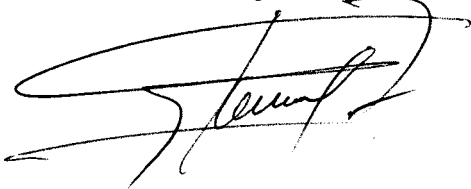


POUR
LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DE TIMOR-LESTE

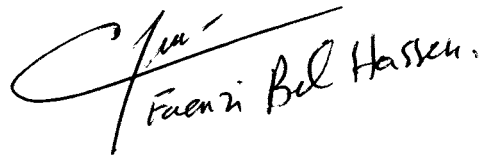
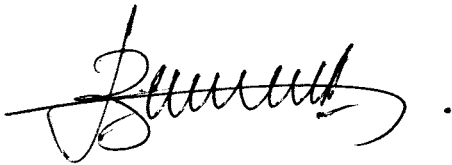
POUR
LA RÉPUBLIQUE
DE TRINITÉ-ET-TOBAGO:

POUR
LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE:

POUR
LA RÉPUBLIQUE TUNISIENNE:



Z. BASLY



Faeniz Bel Hasen.

POUR
LE ROYAUME DES TONGA:

POUR
LE TURKMÉNISTAN:



POUR
LA RÉPUBLIQUE DE TURQUIE:

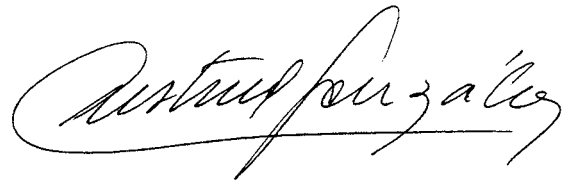


POUR
TUVALU:

POUR
L'UKRAINE:

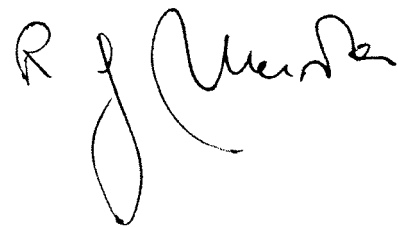


POUR
LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE
DE L'URUGUAY:

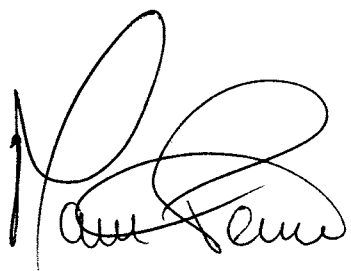


POUR
LA RÉPUBLIQUE DE VANUATU:

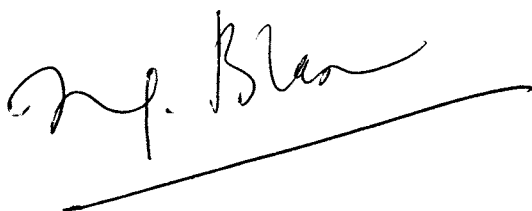
POUR
L'ÉTAT DE LA CITÉ DU VATICAN:



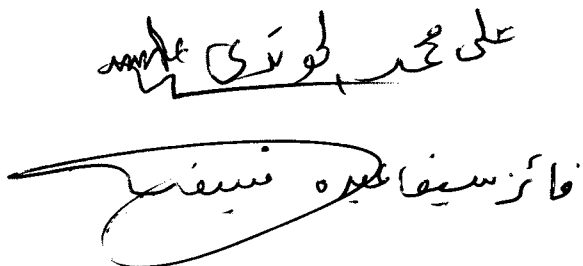
POUR
LA RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU
VENEZUELA:



POUR
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
DU VIET NAM:



POUR
LA RÉPUBLIQUE DU YÉMEN:



POUR
LA RÉPUBLIQUE DE ZAMBIE:

POUR
LA RÉPUBLIQUE DE ZIMBABWE:

